

Bureau du 6 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le six novembre à quatorze heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC
COLOMER Gérard
DENNE Jean-Claude

Absents/excusés :

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Secrétaire de séance : Gérard COLOMER

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 30 octobre 2024

Point n°3 – Avenant n°1 au marché de travaux 2023-001 « Confortement du lit et des berges et restauration de la continuité sédimentaire de la Fiolaz en amont de sa confluence avec la Dranse – Tranche 2 » attribué à LEC TP

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, rappelle aux membres du Bureau Syndical que le SIAC a lancé une consultation en procédure adaptée pour les travaux de confortement du lit et des berges et restauration de la continuité sédimentaire de la Fiolaz en amont de sa confluence avec la Dranse, pour la tranche 2 notifiée le 8 juin 2023 à LEC TP.

Ces travaux constituent la deuxième tranche et ont été inscrits au contrat de Rivières, au titre de l'action B2-9, après une première tranche de travaux réalisée en 2020.

Ce marché doit faire l'objet d'un avenant pour plusieurs raisons. En effet, Les modifications suivantes ont été apportées au marché de travaux initial :

- la fourniture et la mise en place de matériaux alluvionnaires pour la réalisation du lit à l'aval du projet,
- des travaux supplémentaires liées au démarrage des travaux à l'automne concomitant à un arrêté de sécheresse et ayant notamment entraîné l'interruption du chantier à l'automne 2023 puis sa reprise en juin 2024,
- des travaux supplémentaires de curage et remise en état du lit du torrent et des abords à la suite d'une crue d'ampleur le 31 juillet 2024.

Par ailleurs les opérations de plantations (arbustes et boutures) vont être confiées à une autre entreprise afin d’obtenir des prix plus avantageux (dans le cadre d’une mutualisation avec un autre chantier). Hormis les plantations, les travaux sont aujourd’hui terminés et n’ont pas encore été réceptionnés.

Ces modifications sont principalement le fait d’aléas de chantier non prévisibles (successivement sécheresse et crue). Le présent avenant est établi selon les conditions des articles R2194-2 et suivants du code de la commande publique, notamment l’article R2194-5 concernant les circonstances imprévues.

L’avenant a les incidences financières suivantes :

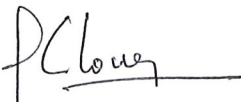
	Montant du marché initial (montant DQE, marché à prix unitaires	Nouveau montant du marché public ou de l’accord-cadre	Montant de l’avenant
Montant HT	149 500,00 € HT	172 494,44 € HT	22 994,44 € HT
Montant TTC	179 400,00 € TTC	206 993,33 € TTC	27 593,33 € TTC soit + 15%

A noter que la prestation de travaux de plantation et de leur suivi pendant 2 ans qui a été retirée pour être confiée à un autre prestataire pour un coût inférieur représente une baisse de 9 850 euros HT du montant du marché.

Après en avoir débattu, le Bureau à l’unanimité des membres présents :


- **APPROUVE** l’avenant n°1 au marché 2023-001 attribué à LEC TP « Confortement du lit et des berges et restauration de la continuité sédimentaire de la Fiolaz en amont de sa confluence avec la Dranse – Tranche 2»
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer cet avenant n°1 ainsi que tout document nécessaire à la formalisation de ce dernier et à l’exécution des prestations à venir.

Le secrétaire de séance,


Gérard COLOMER



La Présidente,


Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.